ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 3 avril 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant exécution de l'arrêté royal du ... concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat", a donné le 11 juillet 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 april 1991 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit van ... betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel", heeft op 11 juli 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans l'avis qu'il a donné le 22 octobre 1990, sous le nE L. 20.258/2, au sujet d'un projet d'arrêté royal concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat a fait observer ce qui suit :

> "En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans son libellé antérieur à sa modification par l'article 12, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1988, et toujours en vigueur en vertu de l'article 18, § 2, de cette dernière loi tant que ne sera pas pris l'arrêté royal visé au nouvel article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, le personnel des Exécutifs communautaires et régionaux est soumis "aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire de l'Etat".
>
> Le projet d'arrêté royal est, dès lors, automatiquement applicable au personnel des Communautés et des Régions et c'est à tort, qu'en ses articles 1er et 15, il exclut de son champ d'application les agents des services des Exécutifs des Communautés et des Régions et les maintient sous le régime ancien, c'est-à-dire celui prévu par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat" (1).

(1)Le texte intégral est joint en annexe.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, les mots "dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein" doivent être omis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au 3E, il faut écrire "ou reconnus par une Communauté".

Le texte néerlandais du 4E, jusqu'au 7E, y compris, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 8E devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Paragraphe 1er.

Dans la deuxième phrase de l'alinéa 1er, le mot "demande" doit être remplacé par "communication".

La troisième phrase du même alinéa serait mieux rédigée comme suit : "A défaut d'avis, dans ce délai, l'avis est censé être favorable".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, première phrase, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, deuxième phrase, il convient de préciser quelle est l'autorité qui désigne le fonctionnaire chargé d'agir à la place du directeur de la formation ou du chef de service de la formation.

La même observation vaut pour le paragraphe 2, alinéa 2, deuxième phrase.

Paragraphe 2.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le secrétaire général ou, à son défaut, le directeur général délégué par le Ministre, autorise le congé de formation".

Article 3.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa.

2. La phrase introductive du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"Le contrôle de la dispense de service et du congé de formation se fait sur la base des attestations suivantes :".

Au point 2E du texte français, les mots "rendant compte de" doivent être remplacés par les mots "relative à".

3. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les attestations sont conformes aux modèles annexés au présent arrêté".

4. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "Par dérogation à l'alinéa 2".

Article 4.

Au début de l'alinéa 1er, il faut écrire "Le formulaire d'attestation ... est transmis ..." et, à l'alinéa 2, "Ceux-ci délivrent l'attestation dans les vingt jours ...".

Article 5.

Paragraphe 1er.

1. Le début de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le formulaire de l'attestation relative à l'assi-duité est transmis par l'agent au chef ...".

A la fin du même alinéa, il convient d'indiquer de manière précise la date à partir de laquelle le formulaire doit être transmis.

2. A l'alinéa 2, il faut écrire : "Ceux-ci déli-vrent l'attestation dans les vingt jours ...".

3. L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"La même obligation est imposée à l'agent qui abandonne prématurément la formation".

4. L'alinéa 5 doit être mis en concordance avec l'article 10, alinéa 1er, 2E, du projet d'arrêté royal examiné ce jour par le Conseil d'Etat, section de législation, sous le nE L. 20.683/2.

Paragraphe 2.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"L'abandon de la formation ou le défaut d'envoi des travaux imposés doit être signalé ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 3.

1. L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Dans les cinq jours qui suivent l'abandon de la formation ou le défaut d'envoi des travaux, l'agent le notifie au directeur ... (la suite comme au projet)".

2. Les alinéas 2 et 3 pourraient être fondus en un seul alinéa rédigé comme suit :

"Si le service de l'enseignement à distance a interrompu pendant plus de deux mois la transmission des travaux à effectuer par l'agent, celui-ci le notifie, au fonctionnaire visé à l'alinéa 1er, que cette interruption soit continue ou non".

3. L'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Il est mis fin à la dispense de service ou au congé de formation à partir de la date des notifications visées à l'alinéa 1er et 2".

Article 6.

1. Compte tenu de l'article 7 de l'arrêté royal examiné ce jour sous le nE L. 20.683/2, la rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"La période de dispense de service ou de congé de formation est comprise entre le début et la fin de l'année scolaire".

2. Les alinéas 2 et 3, s'ils visent à compléter l'arrêté royal en projet concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat, sont contraires aux articles 7 et 9 dudit arrêté. Dans le cas contraire, ils sont inutiles.

Ils doivent donc, en toute hypothèse, être omis.

Article 7.

L'article 7, dans son alinéa 1er, contient des me-sures qui concernent l'organisation du service et ne présen-te dès lors pas de caractère normatif quant à l'objet de l'arrêté en projet.

Il est donc proposé de rédiger l'article comme suit :

"Le plan de travail établi en fonction des besoins du service ne peut porter atteinte au droit de l'agent d'utiliser en totalité sa dispense de service ou son congé de formation".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"L'agent qui bénéficie d'un congé de formation ne peut, pour la même formation, percevoir l'indemnité de pro-motion sociale visée à l'article 5 ... (la suite comme à l'alinéa 1er).

Pour une même formation, la dispense de service ne peut se cumuler avec le congé de formation".

ANNEXES.

Il y a lieu de faire figurer à la fin de chaque annexe la formule "Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ...", suivie de la signature du Ministre.

ALGEMENE OPMERKING.

De Raad van State heeft in het advies, kenmerk L. 20.258/2, dat hij op 22 oktober 1990 heeft verstrekt omtrent een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het onthaal en de vorming van rijkspersoneel, het volgende opgemerkt :

> "Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals het was gesteld v o,' o,' r de wijziging ervan bij artikel 12, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en dat op grond van artikel 18, § 2, van de laatste wet van kracht blijft zolang het in het nieuwe artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde koninklijk besluit niet is vastgesteld, wordt het personeel van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven "onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren, het tijdelijk personeel, het hulppersoneel en het tijdelijk werkliedenpersoneel van het Rijk".
>
> Het ontwerp van koninklijk besluit is bijgevolg automatisch van toepassing op het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten en het is ten onrechte dat de artikelen 1 en 15 van het ontwerp de personeelsleden van de diensten van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten buiten de werkingssfeer ervan houden en voor hen de vroegere regeling handhaven, namelijk die waarin wordt voorzien door het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel" (2).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

---

(2)De volledige tekst gaat als bijlage hierbij.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou aldus gesteld moeten worden :

"Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van ... betreffende de introductie en de opleiding van het rijkspersoneel".

AANHEF.

Het tweede lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het protocol nr. 85 van 27 juli 1990, van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In onderdeel 3E moet worden geschreven "of erkend door een Gemeenschap".

In 4E tot en met 7E schrijve men "instellingen" in plaats van "inrichtingen".

In 8E schrijve men "ressorterend onder" in plaats van "afhangend van".

Artikel 2.

Paragraaf 1.

De tweede volzin van het eerste lid moet als volgt worden gesteld : "Deze geeft zijn advies binnen dertig dagen na ontvangst van de mededeling".

Het zou beter zijn de derde volzin van hetzelfde lid als volgt te stellen : "Indien binnen die termijn geen advies is verstrekt, wordt het geacht gunstig te zijn".

In de eerste volzin van het tweede lid schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

In de tweede volzin van het tweede lid moet nader worden bepaald welke overheid de ambtenaar aanwijst die ermee belast wordt op te treden in de plaats van de vormingsdirecteur of van de chef van de vormingsdienst.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, tweede lid, tweede volzin.

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"De secretaris-generaal of, indien er geen is, de directeur-generaal gemachtigd door de minister, verlenen toestemming tot het vormingsverlof".

Artikel 3.

1. Er is geen grond voor een indeling in paragrafen vermits elk ervan slechts één lid telt.

2. Het zou beter zijn de inleidende volzin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"De controle op de dienstvrijstelling en op het vormingsverlof geschiedt op grond van de volgende getuigschriften :".

In punt 2E dienen in de Franse tekst de woorden "rendant compte de" vervangen te worden door de woorden "relative à".

3. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"De getuigschriften zijn conform de bij dit besluit gevoegde modellen".

4. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, dient te worden geschreven : "In afwijking van het tweede lid".

Artikel 4.

Aan het begin van het eerste lid moet worden geschreven : "Het formulier van getuigschrift ... door het personeelslid overgezonden aan ... verantwoordelijke voor de opleiding". In het tweede lid moet worden geschreven : "Zij geven het getuigschrift af binnen twintig dagen na de aanvang van de opleiding of na ontvangst van ...".

Artikel 5.

Paragraaf 1.

1. Het begin van het eerste lid dient als volgt te worden gesteld :

"Het formulier van het getuigschrift over de nauwgezetheid wordt aan het einde van de opleiding ... door het personeelslid overgezonden aan ... of aan de verantwoordelijke voor de opleiding".

Aan het eind van hetzelfde lid dient nauwkeurig te worden vermeld vanaf welke dag het formulier moet worden overgezonden.

2. In het tweede lid moet worden geschreven : "Zij geven het getuigschrift af binnen twintig dagen na het einde ...".

3. Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te stellen :

"Dezelfde verplichting geldt voor het personeelslid dat de opleiding voortijdig opgeeft".

4. Het vijfde lid moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 10, eerste lid, 2E, van het ontwerp van koninklijk besluit dat thans, met als kenmerk L. 20.683/2, door de Raad van State, afdeling wetgeving, wordt onderzocht.

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te stellen :

"Indien de opleiding wordt opgegeven of de opgelegde taken niet zijn verzonden, moet zulks onmiddellijk gemeld worden ... verantwoordelijke voor de opleiding".

Paragraaf 3.

1. Het eerste lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Binnen vijf dagen nadat het personeelslid de opleiding heeft opgegeven of de taken niet zijn verzonden, stelt het personeelslid de vormingsdirecteur of de chef van de vormingsdienst, of, in de buitendiensten van de ministeries, een in voorkomend geval daartoe aangewezen ambtenaar daarvan in kennis".

2. Het tweede en het derde lid zouden tot één enkel lid kunnen worden samengevoegd, luidend als volgt :

"Indien de Dienst schriftelijk onderwijs gedurende meer dan twee maanden de verzending heeft onderbroken van de door het personeelslid te verrichten taken, stelt het personeelslid de ambtenaar bedoeld in het eerste lid daarvan in kennis, ongeacht of de onderbreking doorlopend is of niet".

3. Het zou beter zijn het vierde lid, dat het derde lid wordt, als volgt te stellen :

"Aan de dienstvrijstelling of aan het vormingsverlof wordt een einde gemaakt te rekenen van de datum van de kennisgevingen bedoeld in het eerste en het tweede lid".

Artikel 6.

1. Gelet op artikel 7 van het heden onderzochte koninklijk besluit met als kenmerk L. 20.683/2, wordt voor het eerste lid de volgende tekst voorgesteld :

"De periode van de dienstvrijstelling of van het vormingsverlof is begrepen tussen de aanvang en het einde van het schooljaar".

2. Indien het tweede en het derde lid tot doel hebben het ontworpen koninklijk besluit betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel aan te vullen, zijn zij in strijd met de artikelen 7 en 9 van dat besluit.

Indien zulks niet het geval is, zijn zij overbodig.

Derhalve dienen zij in ieder geval te vervallen.

Artikel 7.

Artikel 7, eerste lid, voorziet in maatregelen met betrekking tot de organisatie van de dienst, en is derhalve, uit het oogpunt van het onderwerp van het ontworpen besluit, niet van regelgevende aard.

Er wordt dan ook voorgesteld het artikel als volgt te stellen :

"De werktijdregeling opgemaakt naargelang van de behoeften van de dienst mag geen afbreuk doen aan het recht van het personeelslid om de dienstvrijstelling of het vormingsverlof in hun geheel te nemen".

Artikel 8.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Het personeelslid dat een vormingsverlof geniet, kan voor dezelfde opleiding geen aanspraak maken op de vergoeding van sociale promotie, bedoeld in artikel 5 ... (voorts zoals in het eerste lid).

Voor een zelfde opleiding kan de dienstvrijstelling niet worden gecumuleerd met het vormingsverlof".

BIJLAGEN.

Aan het eind van iedere bijlage dient de formule "Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ...", te worden toegevoegd, gevolgd door de handtekening van de minister.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.